

Modernisations en 1978, son rôle est resté prépondérant. Ses prérogatives s'exercent encore à trois niveaux :

- la planification qui lui permet d'orienter et de contrôler la croissance inscrite dans les plans quinquennaux
- la politique financière par l'intermédiaire de la Banque de Chine
- les échanges extérieurs ; gérés par des sociétés nationales d'import et d'export. Ces deux états ; pourtant malgré leur option afficheront des modes d'intervention sur le plan économique qui semblent parfois opposées à leur philosophie.

### **Des rôles économiques, presque inversés de nos jours**

Malgré son option capitaliste avec la philosophie libérale qui la sous tend, l'état japonais joue un rôle économique que d'aucuns estiment exorbitant et que certains n'hésitent pas à qualifier de capitalisme d'état. En effet, l'état japonais semble omniprésent dans le jeu économique par le canal du MITI (Ministère du Commerce International et de l'Industrie) dont le rôle est stratégique ; il rassemble les informations sur les technologies et les marchés mondiaux, oriente la recherche, facilite la reconversion des secteurs en déclin, mène à l'extérieur les négociations commerciales. Au total, l'état nippon est le protecteur de l'entreprise nationale en ayant érigé un protectionnisme rigoureux contre les importations étrangères sur le territoire. Pourtant on peut nuancer ce dirigisme étatique d'un certain point de vue car de tous les pays capitalistes, le Japon est le pays où l'imposition appliquée aux entreprises est la plus faible : 24,3% du PNB contre 26,6% aux Etats – Unis. 33,5% en France, 41,8% au Royaume Uni.

En Chine le cheminement a été presque inverse car malgré une planification rigoureuse et une centralisation tous azimuts, l'économie s'ouvre de plus en plus à l'économie de marché. En effet l'édification de la voie chinoise de développement a été marquée depuis 1949 par une opposition entre radicaux « maoïstes » chez qui l'idéologie a toujours primé sur l'économie et « modérés pragmatiques » plus attachés à la gestion. Ainsi à la disparition de Mao en 1976, les « pragmatiques » s'emparent du pouvoir avec Deng Xiaoping à leur tête qui lance la politique des « 4 Modernisations » en 1978. Depuis lors, l'économie chinoise se libéralise chaque jour un peu plus avec une ouverture sur l'occident. L'état cède ainsi des pans importants de l'économie aux investisseurs étrangers qui sous de « joint venture » assurent les performances économiques de la Chine actuelle. En effet sur tout le littoral des Zones Economiques Spéciales 'ZES' essaiment et à l'exemple de Hong Kong (retournée à la Chine depuis 1997) ou de Shenzhen aujourd'hui, échappent à la planification socialiste et reposent sur des méthodes de gestion capitalistes. Malgré tout pourtant, directement ou indirectement, la 9/10<sup>e</sup> de l'économie chinoise sont encore entre les mains de l'état.

### **(CONCLUSION)**

Au total, avec les options économiques différentes, les états japonais et chinois ont des vocations différentes. Pourtant, les vicissitudes de l'économie et les mutations, les ont conduit à des destins presque croisés. En effet si l'état chinois desserre progressivement son emprise sur l'économie, l'état nippon garde un rôle important dans les rouages de son économie. Mais la mondialisation et les règles de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) à laquelle, la Chine a adhéré en 2002, ne prédisposent – elles pas les états à des rôles de moins en moins importants ?